

## Journal d' Iran Géopolitique et stratégie

N° 76 du 31.10.2011

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal d'Iran" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : [no-war.over-blog.com](http://no-war.over-blog.com)

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : [http://www.palestine-solidarite.org/Journaux\\_iraniens.htm](http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_iraniens.htm)

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : [fa032881@skynet.be](mailto:fa032881@skynet.be)

### Sommaire :

1-1 [«Nouvelle conspiration américaine contre l'Iran».](#)

1-2 GeantVert : [Complot iranien aux USA : cette fois la ficelle est trop grosse !](#)

1-3 1Farid Merrad : [Complot iranien présumé : C'est le prélude d'une guerre, pour The Independent.](#)

1-4 Thierry Meyssan : [Le « complot iranien » est-il état-unien ?](#)

1-5 1-5 Mireille Delamarre : [Guerre de L'Information- : US- Israël-Arabie Saoudite Contre Iran : Une Guerre Déjà Encle](#)

2 Annexe

2-1 Manlio Dinucci : [L'art de la guerre.](#)

2-2 [Francisco Vielma : Les tyrans pétroliers dans le monde.](#)

---

---

## 1 Analyse - Géopolitique et stratégie – Réflexion

Ndlr : La publication de l'article ne signifie nullement que la rédaction partage le point de vue de l'auteur, mais doit être vu comme information..

### 1-1 [«Nouvelle conspiration américaine contre l'Iran».](#)

L'inimitié américaine contre l'Iran ne connaît plus de borne. Dans l'une de ses manifestations les plus flagrantes, depuis trente deux ans, les Etats-Unis viennent d'accuser l'Iran d'avoir voulu comploté contre les intérêts saoudiens, sur le sol américain. Ainsi, un Iranien aurait cherché à soudoyer les cartels de drogue mexicain, pour qu'ils commettent un vaste attentat à la bombe contre l'ambassade d'Arabie saoudien, à Washington, avec, en perspective, l'assassinat de l'ambassadeur. Bref, un scénario digne d'Hollywood. L'ambassadeur iranien, auprès de l'ONU, Mohammad Khazaï, a envoyé, mardi, une lettre, où il proteste, dans les termes les plus vifs, contre cette allégation "abracadabrante", "parfaitement infondée" et "montée de toute pièce". «La RII exprime la répulsion que lui inspire des allégations proférées par les autorités américaines, sur fond d'aveux suspects d'un Iranien, et les rejette, catégoriquement, lit-on, dans cette lettre. "N'importe quel pays peut proférer ce genre d'affabulations, de mystifications et incriminer les autres. Il n'en reste pas moins que cet acte constitue un précédent dangereux, qui pourrait, gravement, affecter les relations internationales", poursuit le texte. "La RII n'a cessé de condamner le terrorisme, sous toutes ses formes; l'Iran est lui-même l'une des grandes victimes de la terreur. Les assassinats; en série; des scientifiques iraniens en constituent la meilleure illustration, des assassinats; orchestrés; depuis deux ans; par les services de renseignements américains et sionistes", conclut la lettre. La diplomatie iranienne a, violemment, condamné, par

le biais de son porte-parole "le nouveau scénario anti iranien" de Washington : "il s'agit d'une mise en scène, usée jusqu'à la corde, qui se nourrit de la haine, de l'animosité fort anciennes de l'axe américano-sioniste, à l'égard de l'Iran".  
<http://french.trib.ir/info/item/146729-nouvelle-conspiration-am%C3%A9ricaine-contre-1%E2%80%99iran>

---

## 1-2 GeantVert : Complot iranien aux USA : cette fois la ficelle est trop grosse !

Ça ne prend plus, messieurs ! Même les grands médias américains et européens décident cette fois de ne pas marcher dans la combine et de faire part des "doutes" des spécialistes. La soi-disant tentative attribuée à l'Iran d'assassiner l'ambassadeur d'Arabie saoudite sur le sol des Etats-Unis ne convainc pas grand monde. L'Express, comme d'autres journaux, se fait l'écho de ce scepticisme généralisé, mais même si la propagande est clairement dénoncée, on peut s'interroger sur les motivations et les objectifs stratégiques à court terme de ceux qui ont lancé cette nouvelle si mal ficelée : en effet, cette tentative de désinformation grossière est-elle révélatrice de l'urgence à diaboliser encore plus l'Iran ? Ou bien est-ce simplement une réponse aux récentes déclarations du Président Ahmadinejad qui devant l'ONU, a encore répété sa demande d'enquête sur les événements du 11-Septembre ? La réponse bientôt, sans doute...

Plusieurs experts américains mettent en relief les zones d'ombre dans l'affaire qui mêle Etats-Unis, Iran et Arabie Saoudite: une tentative d'assassinat, contre l'ambassadeur d'Arabie saoudite et des attentats contre les ambassades israélienne et saoudienne à Washington.

GeantVert

14 octobre, 2011

[http://www.reopen911.info/News/2011/10/14/complot-iranien-aux-usa-cette-fois-la-ficelle-est-trop-grosse/?utm\\_source=feedburner&utm\\_medium=feed&utm\\_campaign=Feed%3A+Reopen911-News+%28ReOpen911+-+News%29](http://www.reopen911.info/News/2011/10/14/complot-iranien-aux-usa-cette-fois-la-ficelle-est-trop-grosse/?utm_source=feedburner&utm_medium=feed&utm_campaign=Feed%3A+Reopen911-News+%28ReOpen911+-+News%29)

---

## 1-3 Farid Merrad : Complot iranien présumé : C'est le prélude d'une guerre, pour The Independent.

Le journal britannique The Independent a mis en garde contre l'affaire montée du soi-disant complot iranien contre l'Arabie Saoudite, estimant que « l'administration américaine s'est impliquée dans un parcours qui la conduira à déclarer la guerre à l'Iran »

« Ceux à qui profiteront ce soi-disant plan ne peuvent tromper personne. Ce sont bien les nouveaux conservateurs, et les partisans fanatiques d'Israël, lesquels ne se sont pas lassés de prôner la guerre contre l'Iran », écrit un chroniqueur du journal Patrick Cockburn.

Et de mettre en doute l'histoire du présumé complot : « les allégations selon lesquelles l'Iran a recruté un vendeur de voitures d'occasion et un ancien condamné pour faux-chèques pour faire assassiner l'ambassadeur saoudien aux Etats-Unis par des bandes de trafiquants de drogue mexicaines ne sont pas compatibles avec la performance connue des services de renseignements iraniens ».

Une histoire incompatible avec la performance des Iraniens

Cockburn trouve qu'il y a une similitude entre elles et celles de Colin Powell en 2003 sur les armes de destructions massives en Irak qui n'ont jamais été retrouvés.

Qualifiant le plan d'étranger, l'analyste insiste qu'il est incompatible avec la performance connue des services de renseignements iraniens.

Il décèle dans la version racontée des lacunes que les Iraniens ne peuvent commettre : celle par exemple qu'elle est facilement déchiffrable. Selon lui, généralement le Corps des gardiens de la révolution, accusés aussi par les Américains, fait toujours en sorte que la responsabilité des actions qu'il commandite ne soit pas imputée à l'Iran. En fonctionnant par l'intermédiaire d'un proxy. Donc, il ne peut avoir recruté ce vendeur de voitures d'occasion. Ni lui avoir envoyé de l'argent via une banque connue pour ses relations avec le carter mexicain de la drogue, et qui serait donc sous contrôle.

Le complot présumé: saboter une réconciliation

Pour sa part Mohammad -Sadek Hussein, analyste iranien arabophone célèbre dans le monde arabe, a donné une toute autre interprétation des intentions américaines de cette histoire. Excluant le scénario d'une guerre.

Interrogé par notre site AlManar, il confirme des informations selon lesquelles une réconciliation irano-saoudienne était sur le point d'avoir lieu.

La veille de l'annonce américaine de ce présumé complot, l'AFP avait bel et bien déclaré qu'une rencontre entre l'Arabie, le Koweït et l'Iran devrait se tenir pour dissiper des différends sur un litige frontalier. ( voir l'information sur notre site)

Selon Hussein, Washington qui a essuyé plusieurs revers au Moyen Orient œuvre pour se venger des Iraniens.

Sur la scène irakienne, il relève son incapacité à obtenir des Irakiens le prolongement de ses forces jusqu'en 2016, ou au moins l'immunité pour ceux qui vont rester. L'intransigeance irakienne est imputée aux Iraniens par les Américains qui voudraient faire exploser les liens entre les arabes et les Iraniens, poursuit-il.

L'Arabie aurait-elle le même programme d'Israël?

Interrogé sur la réaction de l'Arabie, Hussein estime qu'elle a une nouvelle fois échoué dans sa lecture des événements dans le monde arabe. « Les saoudiens n'ont pas attrapé l'idée que les américains et les occidentaux ont échoué dans leur tentative de faire renverser Bachar ElAssad ».

Il s'est également étonné que Riad n'ait pas pu voir la main sioniste alors que la version américaine parle de complots contre les deux ambassades saoudienne et israélienne. « L'Arabie aurait le même programme que celui d'Israël ? » s'est-il interrogé, lui conseillant d'être plus rationnelle, de faire confiance à ses voisins musulmans, de ne pas tomber dans l'iranophobie et de ne pas remplacer l'ennemi israélien par l'Iran pour inciter les Arabes.

Husseini s'est également attendu à ce que les indices que les Américains disent vouloir présenter bientôt soient aussi fallacieux que ceux du Tribunal spécial pour le Liban et ceux sur la Syrie.

Et de conclure : « Ce sont tous des programmes qui tournent dans le même cercle, celui de porter atteinte à la résistance, à se pilliers et ses parties, en Iran, en Syrie, au Liban, et en Palestine... Le but étant de clore une fois pour toute le dossier du conflit islamo-sioniste »

<http://www.almanar.com.lb/french/adetails.php?eid=34416&frid=18&seccatid=28&cid=18&fromval=1>

15/10/2011

Farid Merrad

---

## 1-4 Thierry Meyssan : Le « complot iranien » est-il état-unien ?

L'administration Obama a lancé une nouvelle accusation contre l'Iran.

Cette fois Téhéran aurait commandité un projet d'assassinat de l'ambassadeur saoudien à Washington.

Malgré les détails fournis à la presse, les chancelleries se montrent réservées.

Le temps où les Alliés se croyaient obligés d'adhérer sans réserve aux mensonges états-uniens semble révolu.

La médiatisation de l'affaire a été organisée avec soin. L'administration Obama avait clairement l'intention de l'exploiter au maximum. Mardi 11 octobre 2011, le secrétaire à la Justice (*attorney general*) Eric Holder, flanqué du directeur du FBI, Robert Mueller, annonce la mise en accusation d'un double ressortissant irano-états-unien pour avoir commandité à un cartel de drogue mexicain l'assassinat de l'ambassadeur d'Arabie saoudite à Washington.

Lors de cette déclaration à la presse, le secrétaire Holder indique que le prévenu, Manssor Arbabsiar a reconnu les faits. Il a admis avoir travaillé pour le compte d'un officier des Gardiens de la Révolution, basé en Iran, Gholam Shakuri, lequel aurait déjà fait parvenir environ 100 000 dollars aux tueurs à gage, comme acompte d'un contrat estimé à 1,5 million de dollars.

Holder souligne que les États-Unis considèrent l'Iran, en tant qu'État, comme responsable du complot.

De son côté, le sous-secrétaire au Trésor, chargé du Renseignement antiterroriste et financier, David S. Cohen, annonce des sanctions contre cinq personnes mêlées au complot : Manssor Arbabsiar, Qasem Soleimani (commandant des Gardiens de la Révolution), Hamed Abdollahi (officier des Gardiens de la Révolution), Abdul Reza Shahla (« le cousin »), et Ali Gholam Shakuri (« l'agent de liaison »). À noter que seuls deux des cinq noms figurent sur l'acte d'accusation, les trois autres ont été ajoutés par les services de renseignement sans que l'on sache sur quels indices ils se fondent [1].

### **Manssor Arbabsiar, commerçant texan promu dangereux terroriste.**

Une quinzaine de minutes après ces déclarations, le prévenu est présenté au Tribunal de New York et l'acte d'accusation est distribué aux journalistes [2]. On y apprend que Manssor Arbabsiar se serait rendu le 24 mai, le 23 juin et le 14 juillet 2011 à Mexico pour rencontrer un représentant du Cartel et lui demander d'assassiner l'ambassadeur. Cependant son interlocuteur aurait été un informateur rémunéré qui se serait empressé de prévenir les autorités US.

Les deux rendez-vous de son dernier voyage auraient été enregistrés par l'informateur à l'insu du prévenu, ainsi que deux conversations téléphoniques. Durant sa garde à vue, l'Iranien aurait authentifié les enregistrements et fait des aveux. Selon les transcriptions, Manssor Arbabsiar aurait confié travailler pour le compte de son cousin, un général de la Force Al Quods des Gardiens de la Révolution, qui serait recherché aux États-Unis probablement pour des attentats commis en Irak —Le général l'aurait recruté en raison de ses fréquents voyages professionnels au Mexique, avec l'intention initiale d'enlever l'ambassadeur plutôt que de le tuer—. Le Mexicain aurait indiqué disposer de quatre hommes pour exécuter le contrat et avoir procédé à un repérage. Il aurait alors décrit l'emploi du temps, les habitudes et le dispositif de sécurité de l'ambassadeur. En définitive, il aurait été convenu de poser de l'explosif C4 dans un restaurant de luxe fréquenté par l'ambassadeur et de le faire exploser durant son repas, bien que le restaurant soit également fréquenté par cent à cent-cinquante clients, y compris des sénateurs des États-Unis, au risque d'un carnage généralisé.

Le général aurait envoyé aux États-Unis un officier de liaison, probablement un colonel, du nom de Gholam Shakuri, pour effectuer des remises d'argent liquide.

En définitive, l'attentat aurait dû avoir lieu fin septembre. Manssor Arbabsiar entendait se rendre à Mexico afin de servir de gage durant l'opération et de la payer une fois réalisée. Cependant, il s'est vu refusé l'accès au territoire mexicain le 28 septembre et renvoyé aux États-Unis où il a été arrêté à son arrivée à l'aéroport JFK de New York.

Lors de sa garde à vue, Manssor Arbabsiar accepta de passer plusieurs coups de téléphone à Téhéran pour joindre Gholam Shakuri. Il laissa entendre que le retard était dû à de nouvelles exigences financières des tueurs. Le « colonel » refusa d'abord d'envisager une augmentation en évoquant de possibles contrats ultérieurs, puis indiqua consulter sa hiérarchie pour évaluer ce qui serait possible. De la sorte, les enquêteurs estimèrent que le contrat était bel et bien commandité par les Gardiens de la Révolution.

D'autres éléments sont apparus dans la presse qui ne figurent pas dans l'acte d'accusation. Le *New York Times* cite une source officielle anonyme selon laquelle le cartel mexicain serait Los Zetas. Les comploteurs auraient également prévu de faire sauter l'ambassade d'Israël à Washington et les ambassades d'Israël et d'Arabie saoudite à Buenos-Aires. La même source évoque la possible livraison de tonnes d'opium par les Iraniens au cartel [3]. Selon Associated Press, le général serait Abdul Reza Shahlaï que l'administration Bush tenait pour responsable d'un attentat à la bombe perpétré à Karbala (Irak), le 20 janvier 2007, au cours duquel 5 GI's furent tués et 3 autres blessés [4]. Enfin, le *Washington Post* pense avoir identifié le restaurant, il s'agirait du *Café Milano* où l'ambassadeur a ses habitudes [5].

L'affaire semble claire. Pourtant, contre toute attente, l'avocate du prévenu, Me Sabrina Shroff, dans une déclaration devant le palais de Justice, affirme à Bloomberg News que son client plaidera non-coupable [6].

Selon CNN [7], Manssor Arbabsiar, un vendeur de voitures d'occasion, ne semble pas avoir d'opinion politique précise. Son casier judiciaire indique qu'il a été condamné à 90 jours de prison pour délit de fuite en 1987, puis a été à nouveau condamné en 2004 pour conduite sans permis, et en 2007 pour excès de vitesse. Il a par contre été relaxé en 2001 pour une accusation de

vol, rapporte KIII-TV. Donc un profil fort peu compatible avec la rigueur des Gardiens de la Révolution. Un de ses amis déclare à Associated Press que Manssor ne peut être le cerveau d'une telle opération, car il est bien trop nonchalant pour cela [8].

### **L'escalade**

Suivant un plan de communication très organisé, les officiels états-uniens interviennent en rafale pour commenter et amplifier les propos du secrétaire à la Justice.

Le mercredi 12 au petit matin, le vice-président Joe Biden est omniprésent à la télévision et bat le tambour : il commente le « *complot iranien* » sur ABC (Good Morning America), sur CBS (The Early Show) et sur NBC (Today). Partout, il martèle que les Iraniens ont dépassé les bornes, qu'ils violent les lois internationales et qu'ils devront rendre des comptes. Cependant, il s'abstient de mettre en cause directement l'ayatollah Khamenei ou le président Ahmadinejad, laissant planer un doute sur de possibles fissures au sein du « *régime* ».

Le service de presse de la Maison-Blanche indique que le président Obama a joint par téléphone le roi Abdallah d'Arabie saoudite. « *Le président et le roi sont convenus que ce complot représente une violation flagrante des normes internationales fondamentales, de l'éthique et de la loi. Ils ont également salué le travail des agences de renseignement et des forces de l'ordre qui ont permis de stopper ce complot, et ont réitéré l'engagement joint des États-Unis et de l'Arabie saoudite à poursuivre une réponse internationale forte et unifiée pour que les responsables de cet complot répondent de leurs actes* » [9] [10]

### **Sortant d'une réunion à huis clos, la sénatrice Dianne Feinstein s'inquiète de la possible existence de « complots iraniens » dans plusieurs pays à la fois.**

Simultanément, des responsables du FBI, du NCTC, de la CIA, du Trésor et du département d'État présentent à huis clos des informations plus détaillées aux membres de la Commission sénatoriale du Renseignement.

Sortant de cette réunion, la présidente de la Commission, Dianne Feinstein, ne tarit pas d'imprécations contre l'Iran. Surtout la sénatrice répète plutôt deux fois qu'une que ce complot ne peut être isolé et qu'il faut enquêter pour découvrir d'autres complots dans d'autres pays [11].

On appréciera l'élégance du procédé : la réunion était à huis clos, mais les réactions sont publiques. Elles portent sur des informations tenues secrètes, donc impossible à évaluer et à vérifier. La sénatrice Feinstein peut dire n'importe quoi sans risque d'être contredite. En l'occurrence, l'essentiel est à l'évidence de susciter l'inquiétude à l'étranger pour mobiliser les Alliés.

La secrétaire d'État Hillary Clinton intervenant lors d'une conférence au Center for American Progress déclare : « *Ce complot, fort heureusement déjoué par l'excellent travail de nos policiers et des professionnels du renseignement, était une violation flagrante du droit international et des États-Unis, et une escalade dangereuse dans l'utilisation de longue date par le gouvernement iranien de la violence politique et du parrainage du terrorisme. Ce n'est pas juste, cependant, à propos de l'Iran et des États-Unis ou même seulement de l'Arabie saoudite. Cibler un ambassadeur viole la Convention sur la protection et la répression des infractions contre les personnes jouissant d'une protection internationale qui, bien sûr, comprend des diplomates. L'Iran est un signataire de cette convention. L'Iran est aussi tenue par les résolutions du Conseil de sécurité de l'appliquer. Ce genre d'acte irréfléchi sape les normes internationales et le système international. L'Iran doit être tenu pour responsable de ses actes. En plus des mesures annoncées par le procureur général, hier, les États-Unis ont augmenté nos sanctions à l'encontre d'individus au sein du gouvernement iranien qui sont associés à ce complot et au soutien de l'Iran au terrorisme. Nous allons travailler en étroite collaboration avec nos partenaires internationaux pour accroître l'isolement de l'Iran et la pression sur son gouvernement, et nous appelons les autres pays à se joindre à nous pour condamner cette menace contre la paix et la sécurité internationales* » [12] [13].

Lors du point de presse quotidien de la Maison-Blanche, Jay Carney, le porte-parole, répète le mot d'ordre : « *C'est une escalade dangereuse dans l'utilisation de longue date par le gouvernement iranien de la violence. Et nous considérons qu'une tentative d'assassiner un diplomate aux États-Unis constitue une violation flagrante du droit international* » [14] [15].

Le sénateur démocrate Carl Levin, président de la Commission sénatoriale des Forces armées, dramatise un peu plus. Il qualifie le « *complot iranien* » d'« *acte de guerre* » contre les États-Unis d'Amérique [16]. Plusieurs parlementaires républicains lui emboîtent le pas dans la surenchère, tels Michael McCaul, Mark Kirk ou Peter King.

Au département d'État, la porte-parole, Victoria Nuland, annonce que la secrétaire Hillary Clinton et son adjoint William Burns ont multiplié les contacts téléphoniques, non seulement avec leurs homologues saoudiens et mexicains, amis avec les grandes chancelleries pour les mobiliser contre l'Iran. [17]

Sur son compte Twitter, la représentante permanente des États-Unis à l'ONU, Susan Rice, annonce : « *Avec une équipe d'experts US, je briefe un par un aujourd'hui les membres du #Conseil de sécurité sur le #complot iranien démantelé* » [18].

Le jeudi 13, le hasard faisant bien les choses, une audition avait été prévue de longue date au Sénat par la Commission des Banques sur le thème : « *Se protéger contre les possibles menaces iraniennes : les perspectives de l'administration pour mettre en oeuvre de nouvelles sanctions un an après* » [19]. Wendy Sherman, l'ex-assistante de Madeleine Albright devenue sous-secrétaire d'État chargée des relations avec le Congrès (Undersecretary of State for Political Affairs), fait le point sur les sanctions mises en place contre l'Iran pour le dissuader de développer un programme nucléaire militaire et explicite le nouvel effort US. Elle indique que les principaux fonctionnaires du département d'État sont mobilisés pour convaincre tous leurs partenaires dans le monde d'interdire les déplacements des Gardiens de la Révolution et leurs activités à l'étranger. C'est donc cela l'enjeu de toute cette affaire : empêcher l'Iran d'exporter sa révolution.

### **L'introuvable mobile**

Lorsqu'il était intervenu aux côtés du secrétaire à la Justice, le directeur du FBI avait comparé l'affaire à « *un scénario hollywoodien* ». Ce parallèle frappe tous les commentateurs. En effet, les films d'action ne sont pas toujours très cohérents, mais avec un bon suspens et des courses poursuites, le spectateur n'a pas le temps d'y songer. Cette fois l'accusation contre l'Iran est trop grosse pour ne pas être passée au crible. Pour commencer, quel est le mobile ?



Interrogé par le *Washington Post*, le spécialiste de l'Iran à la Rand Corporation, Alireza Nader, exprime son scepticisme. Selon lui, le scénario de cette affaire ne correspond à rien. Surtout, « *Pourquoi l'Iran voudrait assassiner l'ambassadeur saoudien à Washington ?* » [20]. C'est en effet totalement absurde, l'ambassadeur Adel A. al-Jubeir est un homme de confiance du roi Abdallah avec lequel l'Iran s'efforce d'entretenir les meilleures relations possibles. Un tel attentat ne manquera pas d'affaiblir le monarque au profit du clan des Sudairis, ennemis acharnés de Téhéran. Bref, pour l'Iran, commanditer ce meurtre serait comme se tirer une balle dans le pied.

Même son de cloche chez un autre expert de la Rand, le professeur Rasool Nafisi de l'université Strayer, interrogé par le *New York Times*. Selon lui en aucun cas les Gardiens de la Révolution n'opéreraient sur le sol états-unien. Et d'ailleurs, fait-il remarquer, la dernière opération attribuée à l'Iran aux États-Unis remonte à la période trouble de la révolution, en 1980, avec l'assassinat d'un opposant.

Sur CNN, les professeurs Jamsheed K. et Carol E. B. Choksy expliquent cette contradiction. Se référant à une source anonyme états-unienne, les experts indiquent que les Gardiens de la Révolution auraient agi de leur propre chef pour saboter le rapprochement irano-US, voulu par le président Mahmoud Ahmadinejad et son nouveau ministre des Affaires étrangères Ali Akbar Salehi, et annoncé par eux en marge de l'Assemblée générale de l'ONU. Le complot aurait été commandité par les généraux Ali Jafari et Qassem Soleimani, commandants des Gardiens de la Révolution, et le général Rostam Ghasemi, ministre du Pétrole, tous trois fidèles parmi les fidèles de l'ayatollah Ali Khamenei [21].

Ce type de commentaire relève au choix de la propagande de guerre ou de l'escroquerie intellectuelle en ce qu'il paraît savant, mais n'est aucunement étayé. Peu importe, il plaît aux médias et convainc les téléspectateurs distraits. Suivent une série de *talk shows* au cours desquels des experts s'engouffrent dans la voie ouverte par Eric Holder et Joe Biden : l'incohérence du complot n'atteste pas que c'est un montage, mais qu'une guerre oppose les dirigeants iraniens entre eux. Immédiatement, les divergences de point de vue et les rivalités qui opposent les personnalités politiques iraniennes sont surinterprétées et présentées de manière américanocentrique comme si elles portaient sur la paix et la guerre entre Washington et Téhéran. Ces commentaires induisent l'idée que certains éléments iraniens incontrôlés souhaitent une confrontation armée et que, dans ces conditions, les États-Unis doivent intervenir sans attendre que ces éléments soient organisés.

### **Un scénario hollywoodien ? certes, mais pour une série B**

Malgré tous ces efforts, la mise en scène du « *complot iranien* » s'essouffle. Certes, le prince Saoud Al-Fayçal, ministre saoudien des Affaires étrangères, dénonce l'ingérence iranienne dans le monde. Le Premier ministre britannique David Cameron, les ministres des Affaires étrangères français, hollandais et kosovar expriment leur vive préoccupation. Puis plus rien. Juste le silence gêné de nombreuses chancelleries qui sont fatiguées des shows à l'américaine.

### **Gary Sick était chargé du Proche-Orient au Conseil de sécurité nationale sous la présidence Carter. Il est connu pour avoir mis à jour l'accord secret entre le candidat Reagan et l'Iran ("October Surprise").**

Pour CNN, l'ancien responsable du dossier iranien au Conseil de sécurité nationale, Gary Sick note : « *L'Iran n'a jamais mené - ou apparemment même tenté - un assassinat ou un attentat aux États-Unis et il est difficile de croire qu'ils s'appuient sur un gang non-islamique pour réaliser cette mission parmi les plus sensibles possibles. Dans cette affaire, ils auraient compté sur un amateur et un cartel de la drogue mexicain qui est connu pour être infiltré à la fois par les agents du renseignement mexicain et US* » [22] [23]. En effet, Los Zetas est composé par d'anciens militaires mexicains dont certains ont été notoirement formés par les États-Unis à l'École des Amériques.

Plus trivial, l'ancien agent de la CIA Robert Baer, habitué des médias, s'amuse pour *Time Magazine* de ce scénario grotesque. Comment l'administration Obama peut-elle espérer faire croire qu'une troupe d'élite comme la force Al-Quods a pu soustraire une telle opération à un vendeur de voiture d'occasion et à une organisation criminelle mexicaine ? Cela ressemble plutôt à ces intoxications dans les Mjahedeen e-Khalq [24] se sont fait une spécialité et que Washington enfourche avec enthousiasme [25].

Si chacun comprend que l'administration Obama invente ou récupère de fausses accusations pour durcir le ton vis-à-vis de Téhéran, on comprend aussi que sa politique est à l'endigement, pas à la guerre. Paradoxalement, ce brusque accès de fièvre montre que les États-Unis ne sont pas en capacité de se confronter à l'Iran et préfèrent sommer leurs partenaires de renoncer à toute relation avec l'Iran.

Narquois, le président iranien Mahmoud Ahmadinejad conclut sur Al-Jazeera : « *Par le passé, l'administration états-unienne a affirmé qu'il y avait des armes de destruction massive en Irak. Ils [les États-Unis] l'ont dit avec beaucoup de force, ils ont présenté des documents et tout le monde a dit : 'Oui, nous vous croyons, nous souscrivons (...)' Est-ce qu'on leur demande aujourd'hui si ces affirmations étaient vraies ? Ont-ils trouvé des armes de destruction massive en Irak ? Ils ont fabriqué une poignée de papiers. Est-ce difficile à faire ? La vérité [sur ce prétendu complot] finira par éclater et tout ira bien pour nous à ce moment là* ».

Thierry Meyssan

[1] « [Treasury Sanctions Five Individuals Tied to Iranian Plot to Assassinate the Saudi Arabian Ambassador to the United States](#) », US Department of Treasury, 11 octobre 2011.

[2] Voir document téléchargeable au bas de cette page.

[3] « [U.S. Accuses Iranians of Plotting to Kill Saudi Envoy](#) », par Charlie Savage et Scott Shane, *The New York Times*, 11 octobre 2011.

[4] « [How an alleged plot to assassinate Saudi ambassador was discovered along the Mexican border](#) », Associated Press, 12 octobre 2011.

[5] « [Iranian plot may have involved ambassador's favorite restaurant. Cafe Milano ?](#) », par Roxanne Roberts et Amy Argetsinger, The Reliable Source, *The Washington Post*, 11 octobre 2011.

[6] « [Iran behind alleged terrorist plot, U.S. says](#) », par Jerry Markon et Karen DeYoung, *The Washington Post*, 11 octobre 2011.

- [7] « [Friend : Man accused in Saudi assassination plot likes to be called 'Jack'](#) », par Ed Payne, CNN, 12 octobre 2011.
- [8] « [Friend : Suspect in ambassador plot 'no mastermind'](#) », Associated Press, 12 octobre 2011.
- [9] « [The President and the King agreed that this plot represents a flagrant violation of fundamental international norms, ethics, and law. They also praised the work of intelligence and law enforcement agencies that led to the disruption of this plot, and reiterated the joint commitment on the part of the United States and Saudi Arabia to pursue a strong and unified international response that holds those responsible accountable for their actions](#) ».
- [10] « [Summary of Obama's Call with King Abdullah of Saudi Arabia](#) », Maison-Blanche, 12 octobre 2011.
- [11] « [Sen. Dianne Feinstein on Iranian Plot : 'There May Be a Chain of These Things'](#) », par Sunlen Miller, ABC News, 12 octobre 2011.
- [12] « [This plot, very fortunately disrupted by the excellent work of our law enforcement and intelligence professionals, was a flagrant violation of international and U.S. law, and a dangerous escalation of the Iranian Government's longstanding use of political violence and sponsorship of terrorism. This is not just, however, about Iran and the United States or even just about Saudi Arabia. Targeting an ambassador violates the Convention on the Protection and Punishment of Crimes against Internationally Protected Persons, which, of course, includes diplomats. Iran is a signatory to this convention. Iran is also in agreement with the Security Council resolutions to implement it. This kind of reckless act undermines international norms and the international system. Iran must be held accountable for its actions. In addition to the steps announced by the attorney general yesterday, the United States has increased our sanctions on individuals within the Iranian Government who are associated with this plot and Iran's support for terrorism. We will work closely with our international partners to increase Iran's isolation and the pressure on its government, and we call upon other nations to join us in condemning this threat to international peace and security.](#) »
- [13] « [American Global Leadership at the Center for American Progress](#) », par Hillary Rodham Clinton, US Department of State, 12 octobre 2011.
- [14] « [It's a dangerous escalation of the Iranian government's longstanding use of violence. And we consider an effort to assassinate a diplomat in the United States to be a flagrant violation of international law.](#) »
- [15] « [White House Press Briefing](#) », par Jay Carney, 12 octobre 2011.
- [16] « [A top Senate Dem says Iran plot may be act of war](#) », Associated Press, 12 octobre 2011.
- [17] « [Daily Press Briefing](#) », par Victoria Nuland, Département d'État, 12 octobre 2011.
- [18] « [Together with a team of U.S. experts, I'm briefing individual members of the #UN Security Council today on the disrupted #Iran plot](#) »
- [19] « [Addressing Potential Threats from Iran : Administration Perspectives on Implementing New Economic Sanctions One Year Later](#) », Banking Senate Committee, 13 octobre 2011.
- [20] *Washington Post*, op cit.
- [21] « [Terror plot aids Iran hardliners, fuels enmity with U.S.](#) », par Jamsheed K. Choksy et Carol E. B. Choksy, CNN. 12 octobre 2011.
- [22] « [Iran has never conducted — or apparently even attempted — an assassination or a bombing inside the U.S. And it is difficult to believe that they would rely on a non-Islamic criminal gang to carry out this most sensitive of all possible missions. In this instance, they allegedly relied on at least one amateur and a Mexican criminal drug gang that is known to be riddled with both Mexican and U.S. intelligence agents.](#) »
- [23] « [Did Iran launch a plot against the U.S. ?](#) », CNN, 12 octobre 2011.
- [24] Voir notre dossier [Mujahedin-e Khalq](#).
- [25] « [Washington Bombing Plot Is Out of Character for Iran's Professional Killers](#) », par Robert Baer, *Time Magazine*, 12 octobre 2011.

Thierry Meyssan

18 octobre 2011

Source : Réseau Voltaire

<http://www.voltairenet.org/...>

## 1-5 Mireille Delamarre : Guerre de L'Information- : US- Israël-Arabie Saoudite Contre Iran : Une Guerre Déjà Enclenchée

Plusieurs évènements récents constituent des indicateurs sûrs que la guerre contre l'Iran a déjà commencé.

Pour satisfaire le régime sioniste et bénéficiaire du vote des juifs sionistes américains Obama va-t-il déclencher une attaque militaire contre l'Iran sous des prétextes fallacieux tout comme son prédécesseur G.W.Bush avait lancé une guerre contre l'Irak en déclarant mensongèrement que Saddam Hussein avait des ADM ?

Une chose est sûre Israël a déjà le feu vert et les bombes pénétrantes des US pour mener une telle attaque.

### Le « Printemps Arabe »

Les mouvements de contestations dans les pays arabes, Tunisie, Egypte, Yemen, Libye, Syrie sont de vulgaires manœuvres des services de renseignements occidentaux CIA et consorts préparés depuis plusieurs années via le recrutement intensif de jeunes « activistes » de ces pays formés aux méthodes ultra modernes de communication sur le net et les sites sociaux Facebook, Twitter etc... Ces « communicants » retournés dans leurs pays respectifs ont détourné des mouvements de mécontentements populaires légitimes contre des régimes autoritaires auparavant soutenus par les grandes puissances occidentales qui ont décidé de les jeter comme on jette un Kleenex après s'en être servis. C'est le cas de Moubarak, de Ben Ali.

Pour la Libye Kadhafi avait des projets anti coloniaux pour l'Afrique contraire aux intérêts de ces mêmes grandes puissances inclus Israël et ses puissants lobbies sioniste juif et chrétien actifs partout dans les plus hautes sphères des décisions politico financières .Il dirigeait le pays africain le plus riche en ressources pétrolière et gazière et le plus avancé au niveau développement socio économique un casus belli pour ces puissances coloniales rapaces.

En plus pour la Libye comme pour la Syrie, ces services de renseignements occidentaux ont fait appel à leurs djihadistes musulmans fanatiques liés soit à Al Qaeda soit aux Frères musulmans\* ces derniers devenus fréquentables pour Washington Tel Aviv et leurs laquais. En Syrie, les groupes armés qui tentent de renverser le régime de Bashar al Assad sont issus de ces deux mouvances. La campagne de déstabilisation de la Syrie vise à neutraliser ce pays dans le cadre d'une attaque US ou Israélienne ou les deux contre l'Iran. La Syrie menacée au Nord par la Turquie (OTAN) a du dégarnir son front Sud face à Israël.

Ces campagnes de déstabilisation et guerre en Libye occupent la une des médias et permettent aux décideurs dans l'ombre de préparer la « VRAIE » campagne : une guerre contre l'Iran.

**La planification de cette guerre est contenue en détails dans un rapport écrit par Kenneth Pollack publié en 2009 par le Saban Center think tank sioniste de la Brookings Institution intitulé « Which Path to Persia » -Quel Chemin Vers La Perse. Ce chemin conduit directement à la guerre.**

De plus ces campagnes visent également à neutraliser voire s'acoquiner avec les droits de l'homme et autres anti guerres descendus par millions en 2003 pour tenter de s'opposer à la guerre contre l'Irak. Les mouvements de protestations type « Indignés » ou « Occupy Wall Street » sans objectifs politiques précis ni soutien des masses populaires souvent noyautés par des organisations individus liés à ceux contre lesquels ils protestent servent eux aussi d'écran de fumée médiatique pour cacher ce qui se prépare.

### **La Libération de Shalit**

Israël ne peut envisager une guerre contre l'Iran sans avoir libéré le caporal Shalit, soldat d'active fait prisonnier alors qu'il participait au massacre de civils palestiniens de Gaza par des tirs d'obus de mortier à tête à l'UA et retenu dans la bande de Gaza depuis 5 ans car toute guerre contre l'Iran peut impliquer un élargissement à plusieurs fronts du conflit dont celui sur le front Sud avec le Hamas à Gaza et lancer une nouvelle attaque massive contre Gaza serait signer l'arrêt de mort de Shalit.

Pour neutraliser d'avance la possibilité d'ouverture de ce front Netanyahu a décidé d'aller à l'encontre de l'aile dure d'extrême droite de sa coalition et de libérer des centaines de prisonniers palestiniens en échange de Shalit. Selon une « information » (à prendre avec précaution tant la propagande est omniprésente) des médias israéliens le chef politique du Hamas Khaled Mechaal serait sur le point de transférer son bureau de Damas au Caire. Le Hamas (les Palestiniens sont des Sunnites) a subi de fortes pressions de la part des Frères Musulmans d'Egypte pour libérer Shalit et pour déménager son QG au Caire. Les Frères Musulmans - Sunnites ennemis d'Assad et de l'Iran, amis de l'Arabie Saoudite - sont les nouveaux chouchous des US -Israël au Moyen Orient.

D'où également tout le buzz médiatique fait autour de la libération de Shalit écran de fumée là encore pour **dissimuler le plus important la priorité des priorités sur l'agenda mondial américano sioniste et leurs laquais** ce qui se trame en coulisse à Washington Tel Aviv Paris Londres et Berlin contre Teheran.

De plus afin de neutraliser l'Egypte et donc de sécuriser son front Sud, Tel Aviv a multiplié les excuses et les compliments vis-à-vis des autorités égyptiennes : excuses pour les soldats égyptiens tués par l'armée israélienne à la poursuite de ceux responsables d'attaques dans le Sinaï courant Août qui ont fait plusieurs morts côté israéliens et compliments pour le rôle joué par l'Egypte dans la libération de Shalit.

Netanyahu a évoqué à plusieurs reprises ces dernières semaines une opportunité sur le point de se fermer en liant celle-ci à des développements géostratégiques. Quand Netanyahu - ou Ehud Barak le ministre de la guerre israélien qui a reçu récemment le ministre de la guerre US Panetta après avoir lui-même rendu visite à ce dernier cet été à Washington dans le cadre d'une coopération militaire très rapprochée - parlent ainsi c'est toujours en lien avec l'Iran. Soigner son image dans l'opinion publique israélienne et étrangère en se montrant « rassurant » en interne pour les soldats et familles de soldats et « conciliant » à l'extérieur avec cet échange Shalit contre des centaines de prisonniers palestiniens est primordial pour Netanyahu car attaquer l'Iran c'est l'objectif N°1 qu'il s'est fixé avant la fin de son mandat de premier ministre avec l'aide du Lobby Juif Sioniste américain AIPAC qui dicte les décisions en matière de politique étrangère au Congrès et à la Maison Blanche et ce malgré l'opposition de tous les responsables militaires et sécuritaire (Shin Bet et Mossad) israéliens à ce plan. Ces derniers savent que cela ne ferait que retarder le programme nucléaire iranien de deux ans au mieux et renforcerait l'Iran dans sa volonté de développer le nucléaire cette fois peut être pas à des fins totalement civiles mais aussi militaires arguant de son droit à l'auto défense contre de telles attaques futures que ce soit des US ou d'Israël. Donc une attaque contre productive puisque les américanosionistes obtiendraient l'effet inverse l'Iran perçue comme une victime par l'opinion mondiale pourrait désormais au même titre que les Juifs sionistes (génocide juif par les Nazis) et les Américains (attaques du 11 Septembre 2001) jouer la carte politique de la victimologie, en user et abuser comme eux.

Il se peut également qu'Obama cherche à se faire réélire président en 2012 en lançant une guerre contre l'Iran sollicitée par tous les néocons républicains et démocrates et le complexe militaro-industriel seule activité industrielle US à ne pas être sur le déclin ou avoir été délocalisée.

Le business de la guerre c'est bon pour l'économie les emplois et la réélection d' Obama qui a pratiqué une politique guerrière illégale ( violation de la Constitution américaine, violation du droit international) bien plus extrémiste que G.W.Bush sans pratiquement rencontrer d'opposition intérieure le mouvement anti guerre US ayant imploré, les mouvements de protestations morcelés (anti wall street, anti nucléaire, anti réchauffement climatique...) incapables de faire la jonction entre eux et comprendre que ce sont les guerres US qui ruinent leur économie, polluent et font peser sur eux un «prix à payer» extrêmement élevé tant matériellement que moralement.

Les US sont avec Israël les deux pays les plus haïs au monde. Les Américains payent chèrement en termes de prestige et d'influence internationale leur soutien inconditionnel au régime sioniste et ne peuvent désormais s'imposer que par la force comportement d'une superpuissance en déclin.

### **L'affaire du « complot » pour assassiner l'ambassadeur d'Arabie Saoudite aux US**

Cette histoire rocambolesque de complot soit disant ourdi par l'Iran pour assassiner l'ambassadeur saoudien en poste à Washington et qui a fait la une des médias cette semaine pourrait être le début de toute une série d'opérations sous faux pavillon visant à justifier une guerre contre l'Iran.

Dans un article publié le 15/10/2011 sur Asia Times online intitulé « *FBI account of « terror plot » suggests sting* » ( le compte rendu par le FBI du « complot terroriste » fait penser à une infiltration ) Gareth Porter un historien d'investigation et journaliste spécialiste de la politique de sécurité nationale US démontre la fabrication grossière de ce complot par le FBI.

Ci-dessous quelques extraits traduits :

*« Whashington - Tandis que l'administration de Barack Obama jurait que le gouvernement iranien devrait « rendre des comptes » pour le soit disant complot pour assassiner l'ambassadeur saoudien à Washington le document légal décrivant les preuves dans cette affaire fourni de multiples indications que c'est le résultat d'une opération d'infiltration par le FBI.*

*« Bien que le document, qualifiée de plainte criminel amendée implique l'irano américain Mansour Arabsiar et son cousin Ali Gholam Shakuri, un officier des forces Quds iraniennes, dans le cadre d'un plan pour assassiner l'ambassadeur saoudien Adel al -Jubeir, cela fait aussi penser que l'idée d'origine a été imposée par un agent infiltré du DEA ( Département de Répression de la Drogue) à la demande du FBI. »*

Arabsiar un vendeur de voitures d'occasion et trafiquant de drogues a semble-t-il été manipulé parce qu'il convoitait de s'enrichir dans le trafic de drogue venant d'Afghanistan sous la houlette d'un cartel de drogue mexicain. Selon Gareth Porter, le langage utilisé dans les échanges entre l'agent infiltré DEA/FBI et Arabsiar de même que l'absence de toute déclaration attribuée à ce dernier implique que celui-ci n'a rien dit concernant le complot visant à assassiner l'ambassadeur saoudien sauf en réponse aux suggestions de cet agent qui faisait déjà partie d'une opération clandestine menée par le FBI dans le cadre d'un trafic de drogue. Comme le compte rendu du FBI le signale dans une note de bas de page l'agent du DEA avait auparavant été condamné pour trafic de drogue par un état aux US et avait coopéré à des enquêtes sur ce trafic - en se faisant passer semble-t-il pour un vendeur de drogue lié à l'un des plus dangereux cartels de la drogue mexicain - pour bénéficier en échange d'une annulation de sa condamnation.

Dans les conversations entre cet agent infiltré et Arabsiar :

*«... Le fait qu'aucune citation d'Arabsiar montre qu'il était d'accord pour assassiner l'ambassadeur encore moins qu'il l'ait proposé laisse à penser qu'il ne s'était pas engagé ou qu'il liait l'affaire à autre chose tel le la perspective d'un gros accord sur un trafic de drogue avec le cartel.... »*

Bref une opération sous faux pavillon concoctée par le FBI qui signale la volonté de l'administration d'Obama d'avoir recours à ce type de mensonge pour justifier une guerre contre l'Iran.

L'Iran s'est dit prêt à examiner les "accusations américaines" selon une dépêche AFP\* du 17/10/2011

Une prochaine opération sous faux pavillon pourrait avoir lieu dans le Golfe Persique sous forme d'un incident maritime l'administration Obama ayant pris soin de justifier à priori une réplique militaire à un tel incident en faisant savoir avec force battage médiatique qu'elle avait demandé à ce que soit créée une ligne rouge téléphonique entre la marine US et celle de l'Iran, Téhéran ayant refusé une telle ligne.

### **L'Arabie Saoudite offre son espace aérien pour une attaque contre l'Iran !**

Le faux complot pour assassiner l'ambassadeur saoudien à Washington à sa raison d'être dans ce vaste complot américano sioniste pour justifier une attaque contre l'Iran.

Désormais l'aviation civile irakienne est maître de son espace aérien. Le 1er Octobre pour la première fois depuis 2003 les forces aériennes américaines (USAF) ont transféré la responsabilité de gérer l'espace aérien aux Irakiens. Difficile donc de mener une attaque aérienne contre l'Iran en partant ou survolant l'espace aérien irakien. Autre voie aérienne non utilisable celle passant par la Turquie et longeant la Syrie compte tenue des tensions entre Ankara et Tel Aviv. Reste l'espace aérien de l'Arabie Saoudite. Les Saoudiens ont fait savoir que l'Iran devrait payer pour ce soit disant complot visant à assassiner leur ambassadeur à Washington. Alors le « prix à payer » pourrait bien être une autorisation de survol par l'aviation israélienne de l'Arabie Saoudite pour aller attaquer les installations nucléaires de l'Iran que l'Arabie Saoudite justifierait par cette supposée tentative iranienne d'assassinat. Le bruit avait déjà couru que l'Arabie Saoudite avait donné son accord au régime sioniste à un tel survol ce que cette dernière s'était empressée de nier.

### **Un prochain rapport accusateur de l'AIEA contre l'Iran ?**



Autre « coïncidence » dans la montée en puissance de la campagne pour justifier une guerre contre l'Iran, la publication le mois prochain d'un nouveau rapport de l'AIEA sur le programme civil nucléaire iranien. Les médias israéliens, américains pro-sionistes (NYT entre autres) et français (le Figaro du marchand d'armes Dassault proche de Sarkozy et des Juifs sionistes qui a publié un article soit disant basé sur ce prochain rapport accusant l'Iran d'activités nucléaires militaires) ont déjà commencé à aboyer contre Téhéran livrant avant même la publication de ce rapport LEUR version accusatrice.

Les Américanosionistes et leurs alliés dont le gouvernement Sarkozy feraient actuellement pression sur le secrétaire général de l'AIEA, Yukiya Amano, pour qu'il déclare publiquement l'existence d'aspects militaires dans ce programme nucléaire iranien en se basant sur des documents top secrets fournis par les renseignements américains.

On connaît l'habileté particulière de la CIA du Mossad et consorts à fabriquer de faux documents pour incriminer leurs ennemis en plus de mener des opérations sous faux pavillon.

Selon le NYT, Yukiya Amano sait que s'il publie de telles accusations en se basant sur des documents fournis par la CIA/Mossad et le renseignement militaire US/Israélien il risque de discréditer l'agence et que ses inspecteurs soient renvoyés à Vienne avec interdiction de retourner en Iran sabotant ainsi toute possibilité de contrôle du nucléaire dans ce pays par l'AIEA.

Le programme nucléaire civil iranien est le plus contrôlé au monde et jusqu'à présent sur la foi de ces inspecteurs et de leurs enquêtes de terrain l'AIEA n'a jamais pu conclure à l'existence d'un programme nucléaire militaire ou du détournement du programme nucléaire civil à des fins militaires par l'Iran.

Le gouvernement iranien accuse les puissances occidentales et le régime sioniste d'avoir fabriqué ces documents et maintient que son programme nucléaire est pacifique et sous contrôle de l'AIEA ce qu'il est. Les administrations successives américaines Bush Clinton Obama n'ont jamais pu apporter une quelconque preuve de l'existence d'un programme nucléaire militaire iranien.

Pour satisfaire le régime sioniste et bénéficiaire du vote juif sioniste américain Obama va-t-il déclencher une guerre contre l'Iran sous des prétextes fallacieux tout comme son prédécesseur G.W.Bush avait lancé une guerre contre l'Irak en déclarant mensongèrement que Saddam Hussein avait des ADM ?

Une guerre contre l'Iran déclenchée par les Juifs sionistes et ou les Américains - Tel Aviv a déjà obtenu le feu vert des US de même que la livraison des bombes bunker buster pour attaquer - c'est quoi qu'ils fassent pour « neutraliser » les autres fronts une guerre régionale à court terme dégénérant en 3ème guerre mondiale car ce sont les intérêts de la Russie et de la Chine qui sont aussi visés.

#### **\* Dépêche AFP 17/10/2011**

*"Complot présumé: l'Iran "prêt à examiner" les accusations américaines.*

*L'Iran est "prêt à examiner" les accusations des Etats-Unis impliquant Téhéran dans un projet d'assassinat de l'ambassadeur saoudien à Washington, a déclaré lundi le ministre iranien des Affaires étrangères Ali Akbar Salehi cité par l'agence officielle Irna.*

*"Nous sommes prêts à examiner cette question sereinement, même si elle a été créée de manière artificielle, et nous avons demandé aux Etats-Unis de nous fournir les informations à propos de ce scénario", a déclaré M. Salehi.*

*Il a réaffirmé que l'Iran avait "demandé aux Américains des informations sur les personnes impliquées pour identifier leur passé et examiner la question", tout en estimant que les accusations de Washington n'ont "pas de base solide" mais visent à "créer une histoire" pour accroître la pression contre Téhéran.*

*La justice américaine a accusé mardi l'Iran d'avoir planifié un attentat pour assassiner l'ambassadeur saoudien à Washington, et annoncé notamment l'arrestation d'un Américano-Iranien, Mansour Arbabsiar, qui aurait été le pivot de ce projet.*

*Téhéran a immédiatement rejeté ces accusations, criant à une manipulation destinée à diviser les pays musulmans, à protéger Israël et à isoler davantage la République islamique déjà soumise à de sévères sanctions internationales pour ses programmes nucléaire et balistique controversés.*

*Le ministère iranien des Affaires étrangères avait affirmé samedi que Téhéran avait transmis à Washington "une requête claire" pour obtenir des informations sur les personnes accusées d'être impliquées dans cette affaire, mais que les autorités américaines n'avaient pas répondu, en "violation des conventions internationales et des normes légales".*

*"L'Iran est un pays responsable face à ses engagements internationaux, mais nous défendons en même temps nos droits", a souligné lundi M. Salehi.*

*Téhéran a par ailleurs demandé dimanche à Washington de faciliter une "visite consulaire" à Mansour Arbabsiar.*

*"Il n'y a pas de doute que les accusations américaines sont sans fondement, mais la remise des informations concernant l'accusé et une visite consulaire sont une obligation pour le gouvernement américain", a déclaré un responsable iranien au chargé d'affaires suisse convoqué au ministère des Affaires étrangères. La Suisse représente les intérêts américains en Iran depuis la rupture des relations diplomatiques entre Téhéran et Washington en 1980.*

*(AFP) -*

Mireille Delamarre

Dimanche 16 Octobre 2011

[http://www.planetenonviolence.org/US-Israel-Arabie-Saoudite-Contre-Iran-Une-Guerre-Deja-Enclenchee\\_a2503.html](http://www.planetenonviolence.org/US-Israel-Arabie-Saoudite-Contre-Iran-Une-Guerre-Deja-Enclenchee_a2503.html)

Ndlr : la publication des articles ou analyse ne signifie nullement que la rédaction partage les analyses ou point de vue des auteurs, mais doit être vu comme information

## 2-1 Manlio Dinucci : L'art de la guerre.

### MOYEN-ORIENT : L'incendie est hors contrôle

On avait pensé à Washington pouvoir dompter les flammes de la rébellion populaire qui s'était propagée dans les pays arabes qui leur sont alliés, et mettre le feu à d'autres qu'ils ne contrôlent pas (ils y sont arrivés en Libye), de façon à construire sur leurs cendres le « Grand Moyen-Orient » dont ils ont toujours rêvé, celui sous bannière étoilée, flanquée de la rose des vents de l'OTAN.

Mais, bien qu'ils y mettent le paquet, les choses ne vont pas comme ils voudraient.

Surtout au Bahreïn et au Yémen, supports importants de leur stratégie.

Au Bahreïn les Etats-Unis ont le quartier général des forces navales de leur Commandement central. Situé à 200 Kms à peine de l'Iran, il dispose de dizaines de navires de guerre, porte-avions et unités d'assaut amphibie compris, avec 28 mille soldats et 3 mille à terre, qui opèrent en Mer Rouge, dans la Mer d'Arabie et dans d'autres parties de l'Océan Indien, pour « assurer la paix et la stabilité et protéger les intérêts vitaux de l'Amérique ». En d'autres termes, pour conduire les guerres en Irak et Afghanistan et en préparer d'autres (Iran et Syrie sont dans le collimateur). D'où l'importance du Bahreïn, que les Etats-Unis ont désigné comme « plus grand allié non-OTAN ». La monarchie héréditaire, garante de la solide alliance, continue cependant à être assiégée par la rébellion populaire, qu'elle n'est pas arrivée à étouffer même avec l'aide de l'Arabie Saoudite, des Emirats et du Qatar qui, en mars, avaient envoyé des troupes au Bahreïn. Cinq mois après la « féroce répression du soulèvement populaire », rapportée par le *New York Times* (15 septembre), il y a tous les soirs à Manama des jeunes qui descendent dans la rue, et affrontent la police. Les autorités ont conquis « une éphémère victoire grâce aux tortures, arrestations et licenciements », surtout contre la majorité chiite (70% de la population) discriminée par la monarchie sunnite. Malgré cela, la secrétaire d'Etat Hillary Clinton s'est déclarée « impressionnée par l'implication avec laquelle le gouvernement de Bahreïn avance sur la voie de la démocratie » et en août, Washington a renouvelé son accord militaire avec Manama, signé en 1991.

Au Yémen aussi, il y a « d'encourageants signes d'une volonté renouvelée du gouvernement de promouvoir la transition politique » : c'est ce qu'assure le Département d'Etat le 15 septembre, au lendemain du jour où les Nations Unies ont publié un rapport documenté sur la féroce répression. Confirmée par le fait que, trois jours après à Sana, les militaires ont ouvert le feu avec des mitrailleuses lourdes sur une manifestation pacifique. Les Yéménites n'ont aucun souci à se faire : les Etats-Unis « continuent à appuyer la transition pacifique et ordonnée, répondant aux aspirations du peuple yéménite pour la paix et la sécurité ». C'est le *New York Times* lui-même qui rapporte comment cela se fait : « L'administration Obama a intensifié la guerre secrète au Yémen, en frappant des militants suspectés, avec des drones armés et des chasseurs-bombardiers ». La guerre est conduite par le Commandement conjoint du Pentagone pour les opérations spéciales qui, sous prétexte de faire la chasse à Al Qaeda, a installé à Sana sa propre position. L'opération est coordonnée par la Cia, qui a construit à cet effet au Moyen-Orient une base aérienne secrète. Mais les missiles *Hellfire* (Feu de l'enfer) des drones Usa ne font qu'alimenter les flammes de la rébellion populaire.

Manlio Dinucci

21 septembre 2011

*Manlio Dinucci est géographe et journaliste au quotidien italien il manifesto.*

Edition de mardi 20 septembre 2011 de *il manifesto*

Traduit de l'italien par Marie-Ange Patrizio

URL de cet article: <http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=26694>

[www.Mondialisation.ca](http://www.Mondialisation.ca).

---

## 2-2 Francisco Vielma : Les tyrans pétroliers dans le monde.

Après la seconde guerre mondiale, les puissances triomphantes ont commencé une nouvelle phase de contrôle hégémonique sur le monde.

Des facteurs tels que la position stratégique et l'énergie, ont été les principaux éléments qui expliquent l'intervention militaire, la guerre, l'interventionnisme politique, les coups d'Etat et les assassinats partout dans le monde entier, comme action spécifique et historiquement démontrée de pays comme les Etats-Unis, le Royaume Uni, la France, entre autres.

Mais il convient de s'arrêter au facteur énergétique.

Comme nous le savons, l'énergie fossile est un élément clé dans le système économique mondial. C'est le produit qui fait marcher la planète. Le pétrole est la clé du système de production des pays développés, parce qu'ils n'ont pas su concevoir un système de développement au-delà des règles du capitalisme et du faux développementisme, dans lequel la nature du capital est de croître indéfiniment, de croître ou de périr. Cela implique l'utilisation démesurée et accélérée des ressources naturelles comme le pétrole, qui se trouve à l'extérieur des pays développés.

La clé de la survie des Empires, est le contrôle de l'énergie et des matières premières.

C'est pourquoi, depuis le début du XXe siècle le contrôle politique de l'énergie des pays dotés d'énergie et de matières premières s'est déjà pratiqué. Ce contrôle a été imposé sur la base de l'inégalité, ce qui a évidemment historiquement favorisé les pays développés au détriment de la richesse des pays propriétaires de l'énergie et des matières premières, Cette inégalité a été imposée par le contrôle de la direction politique des pays dotés de ces ressources, par l'utilisation de la force militaire, ou par l'utilisation de règles inégales dans le commerce international. Concrètement dans le cas du pétrole, l'OPEP a pris naissance dans les années 1960 dans le but de défendre les intérêts des pays possesseurs de ce point.

Dans un cadre global inégal dans l'exploitation des richesses, dans commerce international injuste, dans des conditions injustes impliquant le pillage des richesses pétrolières des pays à des prix dérisoires, nous avons vu comment historiquement, dans la plupart des pays riches en ressources, leurs peuples ont été soumis à des conditions de pauvreté et d'inégalité. Un cas emblématique à cet égard, a été le Venezuela du XXe siècle, qui, alors qu'il était le principal exportateur de pétrole au monde de 1925 à 1960, a maintenu un niveau de pauvreté autour de 68 %. Les asymétries ont toujours été visibles, dans les pays riches en pétrole, c'est pourquoi s'y sont trouvés des secteurs sociaux qui ont exigé des changements dans l'utilisation de la richesse nationale, c'est pourquoi il y a eu des troubles politiques et sociaux qui sont clairement prévisible.

Les bouleversements sociaux et les changements politiques se sont produits par intermittence dans tous les pays riches en pétrole. Mais dans de nombreux cas, ces transformations n'ont pas eu l'approbation des pays développés, surtout des États-Unis, le pays qui consomme le plus de pétrole sur la planète. Les changements politiques dans les pays riches en pétrole qui n'ont pas été approuvés par les États-Unis, ont été précisément ceux qui imposent de nouvelles règles dans le commerce dans l'exploitation du pétrole et dans sa fourniture, par le biais de taxes, des concessions et de collecte de redevances. La création de conditions plus favorables pour les pays détenteurs de pétrole, met en péril la marge de profit des compagnies pétrolières transnationales et les sociétés captatrices de la richesse engendrée par la fourniture de cette matière première.

Historiquement les États-Unis dans leur quête de matières premières et d'énergie bon marché ont assuré ce pillage des pays du tiers-monde, en utilisant l'ingérence politique et dans beaucoup de cas l'ingérence militaire. Mais ces stratégies ne fonctionnent pas elles seules, car, après la seconde moitié du XXe siècle, ils utilisent les armes de propagande mondiale, de l'intermédiation des organismes internationaux et de l'utilisation d'alliances politiques pour sécuriser leur hégémonie. Les États-Unis et les membres de l'OTAN (organisation du traité de l'Atlantique Nord), après la deuxième guerre, se sont assurés un rôle de « policiers du monde ». Comme dans n'importe quel film où il doit y avoir les « good guys » il doit y avoir les « bad guys », qu'ils le soient vraiment, ou simplement parce qu'il est nécessaire de les diaboliser afin que les « good guys » puissent agir. C'est ainsi que les « tyrans pétroliers », ont été groupés de « bad guys » sélectionnés dans le monde par les États-Unis, parce qu'ils sont particulièrement riches et « Tyrans ».

Beaucoup de dirigeants des pays riches en pétrole, ont été identifiés par les États-Unis comme « tyrans ». Tous les moyens de propagande mondiale ont été utilisés pour attaquer ces « tyrannies » et leurs dirigeants, toutes les formes d'ingérence politique visant à les renverser par tout moyen ont été utilisées, des organismes internationaux (comme l'ONU spatialement son Conseil de sécurité ont été utilisés pour imposer des sanctions sur ces pays et à l'occasion (pour diverses raisons) la guerre frontale a été utilisée contre ces pays pétroliers gouvernés par « tyrans ».

Certes, dans les pays pétroliers il y a eu des tyrannies, comme il ya pu en avoir dans n'importe quel lieu dans le monde. Mais la préférence ou des États-Unis et en Europe pour un tyran, ne dépend pas de son niveau de tyrannie, mais de la façon dont ces personnages traitent l'industrie pétrolière. Si le tyran gère l'entreprise en faveur des pays impériaux, il n'est pas un tyran, il est un « ami ». Si le tyran gère l'entreprise pétrolière dans une perspective nationaliste, c'est un tyran et un ennemi. Les Exemples sont multiples, examinons les !

### **Les bons tyrans**

**L'Arabie saoudite** est gouvernée par une monarchie avec des dizaines d'années au pouvoir et dont le chef est le roi Abdullah bin Abdul Aziz, dans cette nation il n'y a pas de démocratie, mais une terrible ségrégation sociale et un processus systématique de violation des droits des femmes et des enfants. Ce n'est pas une tyrannie.

Le **Venezuela** a été gouverné pendant 4 ans à partir de 1988 et par Carlos Andres Perez, qui a envoyé à l'armée pour repousser les manifestations populaires de 1989, faisant plus de 6000 morts dans tout le pays soit au moment des émeutes, soit par la répression et la disparition systématique de personnes dans les jours suivants. Après cela, Pérez a été décrit par le père de George Bush, comme un « démocrate » exemplaire Il ne s'agissait pas d'une tyrannie.

**L'Iran** a été gouverné par Mohammad Reza Pahlavi connu comme le Shah ou l'empereur d'Iran de, qui fut roi de l'Iran du 16 septembre 1941 jusqu'à la révolution iranienne, le 11 février 1979. Il était le deuxième souverain de la dynastie Pahlavi. Il est célèbre pour avoir supprimé et interdit des partis politiques, pour avoir promu la ségrégation tribale et pour avoir appauvri le peuple iranien en favorisant les secteurs de l'aristocratie de pétrole. Son règne s'est maintenu par la répression. Cela n'était pas considéré comme une tyrannie.

Les exemples de tyrannies avec consentement impérial peuvent être infinis à s'effriter de l'histoire, mais ont tous un dénominateur commun : tous géraient de manière complaisante les richesses pétrolières dans l'inégalité des conditions pour leurs pays et en favorisant les intérêts économiques des transnationales étasuniennes.

### **Les mauvais tyrans**

Regardons la liste des dirigeants des pays riches en pétrole, qui ont reçu le label de « tyrans ». Malgré les actions de ces personnages, dans tous les cas, leur description comme « tyrans » par les États-Unis et l'Europe, a apporté l'élément additionnel justifiant le renversement de ces régimes pour installer le système démocratique occidental et le développement du système économique capitaliste international. Certains d'entre eux ont été destitués par les États-Unis, par les méthodes déjà expliquées, d'autres ont donné naissance à des systèmes de gouvernement plus qu'eux-mêmes. Ce sont :

**Mohammad Mossadegh** : a été le premier ministre démocratiquement élu d'Iran, entre 1951 et 1953. Il est connu pour avoir décrété la nationalisation du pétrole le 20 mars 1951, mesure qui a conduit à l'intervention des États-Unis et la Grande-Bretagne qui financèrent un coup d'état organisé par la CIA en 1953, qui renversa Mossadegh et établit une dictature monarchique avec à sa tête le Shah Mohammad Reza Pahlavi. Il fut accusé de terrorisme international et d'avoir une attitude anti-étasunienne affectant les entreprises transnationales à partir de la nationalisation de l'industrie pétrolière iranienne. Après le départ de Mossadegh Les entreprises de pétrole, retombèrent aux mains de British Petroleum et Texaco, jusqu'à l'arrivée de la révolution islamique de 1979.

**Cipriano Castro** : était un militaire et politicien vénézuélien qui devint chef d'État de 1899 à 1908, premier président de facto après le triomphe d'une guerre civile et à partir de 1901, comme Président constitutionnel du Venezuela. Il proposa de nouvelles règles pour les taxes et les redevances des compagnies pétrolières lesquelles développaient des activités échappant

au contrôle. Il entreprit des actions judiciaires spécifiquement contre la Compagnie « New York and Bermúdez, Co. » dans lesquelles la nation réclamait une indemnité de 50 millions de bolivars ; et, deuxièmement, il commence l'expropriation de l'Orénoque Steamship Co. Toutes deux compagnies pétrolières. Ces deux cas actions entraînèrent la rupture des relations diplomatiques entre le Venezuela et les États-Unis en 1908. Année où Castro fut renversé par Juan Vicente Gómez. Castro était décrit comme « tyrannique et incompetent » par les États-Unis juste après la rupture des relations diplomatiques. Sous le gouvernement de Gómez, le Venezuela devint le premier producteur mondial de pétrole, avec une fourniture préférentielle aux États-Unis à des prix bas et inhabituels, libres de redevances et offrant une rente préférentielle.

**L'ayatollah Ruhollah Khomeiny** était un imam et un Ayatollah chiites iraniens leader politico-spirituel de la révolution islamique de 1979 et qui le reste encore. Les puissances occidentales le considéraient comme un « leader messianique, dont les initiatives politiques mettaient en danger la stabilité internationale ». En 1979, il a renversé le Shah d'Iran, Mohammad Reza Pahlavi. Khomeiny a dirigé l'Iran jusqu'à sa mort en 1989. Iran nationalisa la compagnie pétrolière et créa de nouvelles règles en matière de taxes et de redevances, et fit des réformes pour faire bénéficier de grands secteurs de la société des ressources pétrolières. L'Iran est maintenant qualifié (comme au temps de Khomeiny) par les États-Unis de « sponsor international du terrorisme et de pays hors-la-loi et tyrannique ».

**Saddam Hussein** : fut 1979 à 2003 avec le soutien de la CIA un dirigeant irakien qui entreprit une guerre contre l'Iran pour renverser le gouvernement de l'Ayatollah. Son gouvernement dans les premières années, a eu le soutien des États-Unis des d'armes y compris des gaz et des armes bactériologiques qu'il utiliserait contre l'Iran. Hussein était un allié clé des États-Unis, jusqu'à ce qu'il décide de faire des réformes pétrolières dans son pays, l'Irak devint un membre clé de l'OPEP et décida d'attaquer le Koweït (ancienne province pétrolière de l'Irak) pour le rattacher. Après, cela a engendré « Tempête du désert » et la guerre Golfe où les États-Unis envahirent le golfe Persique, attaquant l'Irak et créant une zone de non survol. En 2003, au prétexte de l'existence d'armes de destruction massive, les États-Unis et d'autres partenaires de l'OTAN, envahirent l'Irak, capturèrent puis exécutèrent Hussein et maintiennent jusqu'à présent une occupation. Il n'y a jamais eu d'armes de destruction massive en Irak. Hussein a été décrit comme « dictateur et bailleur de fonds du terrorisme international ». A présent les accords pétroliers en Irak sont excessivement injustes envers l'Irak et ont tellement libéré la production que le pays en déjà ne fait déjà plus partie de l'OPEP.

**Gamal Abdel Nasser** : était un militaire et un homme d'État égyptien et le principal dirigeant politique arabe de son temps. Il fut président de l'Égypte de 1956 jusqu'à sa mort en 1970. Il nationalisa le Canal de Suez, provoquant une intervention militaire de l'Angleterre avec le soutien des États-Unis. L'Égypte, pays pétrolier et pays membre de l'OPEP, fit des réformes dans ce domaine, ce qui signifiait que Nasser était au centre d'attaques et de déstabilisation systématique, sa proposition de l'unité arabe est devenue une ingérence internationale plus constante. Après sa mort naturelle, de nouveaux groupes politiques prirent le pouvoir en l'Égypte, Sadate et puis Hosni Moubarak ouvrirent l'Égypte au marché libre avec l'Europe et les États-Unis, signant de nouveaux accords pétroliers préférentiels avec ces pays.

**Jaime Roldós Aguilera** : a été président de l'Équateur de 10 août 1979 jusqu'au 24 mai 1981. Il est mort dans un accident d'avion qui selon de nombreux indices aurait été provoqué. John Perkins, présenté comme un « assassin économique » confirme les actions spécifiques de la CIA pour l'assassiner. Roldós proposa des réformes politiques majeures. Sur la question du pétrole Équateur avait à l'époque avec une production de pétrole naissante et les projections futures de gaz, l'intention de créer une entreprise de production nationale au moyen d'une excluant les sociétés transnationales. Il fut présenté par les États-Unis comme une « menace » et fut accusé d'être lié au réseau communiste international en seulement 2 ans du gouvernement. Après la mort de Roldós, l'Équateur, repassa sous le contrôle de la classe politique qui l'avait précédé. Le projet pétrolier de Roldós fut transporté vers le futur de telle façon qu'il se réalise aujourd'hui sous la direction de Rafael Correa, l'Équateur disposant de ressources énergétiques suffisantes pour se considérer comme un pays exportateur et être maintenant membre de l'OPEP.

**Isaías Medina Angarita** : Président de la République du Venezuela, de 1941 à 1945. Il a été renversé par un coup d'état « civil-militaire » dans lequel a participé le parti d'Action démocratique. Il décréta l'augmentation de la participation de l'État vénézuélien à 50 % des bénéfices du pétrole, établissant également l'obligation pour les titulaires de licences de payer, non seulement les taxes consacrées par cette loi, mais aussi toutes les taxes générales qui seraient instituées c'est pourquoi les compagnies pétrolières ont été soumises depuis au paiement de l'impôt sur le revenu. Les transnationales intéressées ont aidé à son renversement, appuyant les civils et les militaires, parmi lesquels on compte Marcos Pérez Jiménez, qui deviendra plus tard un dictateur, Medina Angarita a été accusé de « nationaliste dangereux ». Après son départ s'ouvre une autre étape dans la dynamique des concessions pétrolières vénézuéliennes.

**Ben Bella** : gouverna l'Algérie entre 1962 et 1965. Ben Bella nationalisa les propriétés abandonnées par les français après la décolonisation, ainsi que d'autres entreprises clés de l'économie du pays. Il établit un régime socialiste fondé sur l'autogestion des petites et moyennes entreprises, entreprit une réforme agraire et conçut un programme de libération des femmes, les encourageant à abandonner le voile et à s'intégrer dans la vie sociale et politique. LE pétrole comme ressource principale de l'Algérie fit l'objet de réformes. Ben Bella a été renversé et emprisonné pendant 10 ans. Il a été accusé de pratiquer la tyrannie et la persécution politique. Après son renversement, les conservateurs au pouvoir sont devenus des alliés de l'Amérique au Maghreb.

**Mahmoud Ahmadinejad** : actuel président de la République islamique d'Iran, depuis le 2 août 2005. Il a continué la politique pétrolière de son pays mise en œuvre depuis le début de la révolution islamique. Cette politique a été très nationaliste et a conduit à l'Iran à une place de puissance moyenne, étant le pays le plus puissant en Asie centrale et l'un des plus influents du golfe Persique. Ahmadinejad et l'Iran sont considérés comme ennemis des États-Unis comme parrains du terrorisme international et « obstacle à la paix dans le monde ». Ils insistent sur le fait que le programme nucléaire iranien est pacifique (pour la production d'électricité, le dessalement d'eau de mer à usage humain et à des fins médicales) a, à la demande des membres de l'OTAN, engendré des sanctions économiques pour l'Iran. L'Iran est soumis à de possibles actions



militaires des États-Unis étant considéré comme une menace contre Israël et le monde occidental par sa possible puissance militaire nucléaire, chose qui n'a pas été confirmée et l'Iran a nié en se soumettant à l'inspection internationale de l'AIEA (Agence internationale de l'énergie atomique). La droite républicaine américaine au complet, demande à Barak Obama d'agir militairement en Iran, d'envahir ce pays pour « sauvegarder la paix et la sécurité des États-Unis ».

**Kadhafi** : dirigeant libyen installé au pouvoir depuis 1969 et qui, depuis les années 1970 a nationalisé l'industrie pétrolière. Bien qu'actuellement l'activité pétrolière ne soit pas entièrement nationalisée, la Libye recèle près de 50 milliards de pétrole ultraléger, le plus convoité et qui avant le conflit de 2011 était dirigé vers l'Europe à raison d'environ 1 600 000 barils par jour.

La Richesse de la Libye est estimée à 200 milliards de dollars en dépôts dans les banques européennes. Depuis la politique Kadhafi la Libye est considérée comme un pays hors-la-loi, il a traversé des moments d'isolement international, dont il est sorti seulement après une ouverture de Kadhafi à l'investissement International, principalement français, italien et britannique. Au début de 2011, les tribus hostiles à Kadhafi, conjointement avec la coopération internationale de mercenaires armés, ont pris des postes militaires du gouvernement, y ont pris l'armement et ont entamé une rébellion contre Kadhafi en essayant de créer une République séparatiste dans l'est pétrolier du pays. Kadhafi a répondu militairement. Les médias internationaux et la diplomatie internationale où les USA ont joué un rôle de premier plan, ont soulevé la nécessité de prendre des mesures contre Kadhafi puisqu'il attaquait des « civils sans défense, qui réclamaient la liberté ». Au moment de la rédaction de cette note, il y a des sanctions économiques et militaires et la création d'une zone d'exclusion aérienne en Libye permettant le bombardement par les États-Unis et la France, avec la collaboration des membres de l'OTAN.

Tripoli est assiégée et les habitants massacrés dans les rues par des mercenaires séditieux et infiltrés, représentant la dissidence du soi-disant Conseil national de transition, soutenu par l'Occident.

Les comptes de la Libye en Europe ont été gelés sans qu'on connaisse leur avenir, confisquant les richesses du peuple et de l'État libyen pour asphyxier Kadhafi. Le maintien au pouvoir de Kadhafi est incertain.

**Hugo Chávez** : dirigeant vénézuélien élu depuis 1998. Avec un Discours anti-impérialiste et une action progressiste, il a fait 2 changements à la Loi sur les hydrocarbures, donnant la priorité à l'État dans la capture des revenus pétroliers et le revenu par la redevance. Il a renationalisé la compagnie pétrolière, mettant un terme à « l'ouverture pétrolière » de la présidence précédente. Après un sabotage pétrolier, il a repris le contrôle complet de l'État sur PDVSA et commence une nouvelle étape dans la politique pétrolière nationale, où l'entreprise d'Etat est le principal actionnaire et l'unique gérant de l'économie pétrolière. Chavez, accusé de « Communiste » par les États-Unis, a subi un coup d'état en 2002, mais deux jours plus tard il a été réinstallé à son poste par les militaires et les civils qui le soutenaient. Il a été constamment accusé par les médias internationaux et la diplomatie étasunienne et européenne de financer le terrorisme international (FARC, ETA, HEZZBOLLAH, le HAMAS et Al-Qaïda), de mettre fin à la liberté d'expression, d'emprisonner ses ennemis politiques et d'entraîner son pays dans la pauvreté grâce à sa version du communisme. Le Venezuela est le pays qui détient les plus grandes réserves de brut lourds et ultralourds certifiées et vérifiées dans le monde, environ 296,5 milliards de barils. Hugo Chávez est la cible de toutes sortes d'attaques politiques et de complots dans son pays, par le biais de secteurs d'opposition principalement constitués par les groupes politiques et économiques (médias, partis et associations) liés aux États-Unis qui détiennent la richesse et le pouvoir avant son arrivée. Les gouvernements antérieurs ont conduit des politiques pétrolières préjudiciables à l'intérêt national et en faveur du premier client du pétrole du Venezuela : les États-Unis.

La liste est trop courte pour intégrer les cas de pays comme le Nigeria, l'Indonésie et le Gabon, qui ont été membres de l'OPEP, comme aussi le cas des autres pays pétroliers à l'extérieur de l'OPEP. Dans un monde aux ressources de plus en plus limitées, les puissances consommatrices et surtout les États-Unis et l'Europe, ont lancé une nouvelle étape dans la chasse aveugle au pétrole que ce soit par les voies régulières de l'entreprise, par la subordination politique des producteurs ou par une intervention militaire directe.

N'apparaissent pas dans cette note, les tyrans anonymes du pétrole, ceux qui gèrent les sociétés pétrolières transnationales qui bénéficient de ces méthodes pour le contrôle de l'énergie. Des entreprises comme Exxon, Halliburton, Chevron, BP, ENI, Shell, entre autres, ont participé ouvertement au financement des politiciens aux États-Unis et en Europe, au soutien aux forces militaires, à la création de lobbies internationaux en soutien à l'ingérence la guerre et au pillage de la richesse des pays visés.

La raison du captage du pétrole bon marché, par les pays développés et même de puissance émergentes comme la Chine, le Brésil et l'Inde, consiste à externaliser les dépenses, à maintenir le système de production et de consommation mondial. Externaliser les coûts, implique baisser le prix des matières premières à un niveau ridicule, afin de produire à bas prix et ainsi maximiser les profits, dans le même temps de mettre les biens de consommation sur une grande échelle au niveau mondial. Cela indique que, dans la continuité du système mondial capitaliste, aucun pays détenteur de ces matières premières (ne peut éviter ((être soumis (pacifiquement ou violemment) aux intérêts du système de domination mondiale.

Les guerres du pétrole, sont une réalité de notre temps. Nous avons vu le cas de l'Irak et de la Libye, comme les menaces contre l'Iran. Dans le même temps, il convient de souligner les menaces directes et indirectes contre le Venezuela, se souvenant de sénateur Paul Coverdell, qui, comme Rapporteur du Plan Colombie « pour contrôler le Venezuela, il est nécessaire d'occuper militairement la Colombie ». À présent les États-Unis ont 7 bases en Colombie et 6 bases dans les Caraïbes, toutes entourant le Venezuela.

Le système des médias internationaux dans les mains des intérêts transnationaux, ont pratiqué la soi-disant « fabrication du consentement » tant au sein des frontières de l'Europe que dans l'arène de l'opinion publique mondiale. Cela consiste à créer l'approbation, créent une masse critique, d'adopter les motifs des guerres et des invasions. Ils ont fabriqué et protégés des tyrans, comme nous l'avons dit, cela dépend sur complaisants qu'ils sont les intérêts économiques des pouvoirs. De cette façon, l'Empire a fait leurs villages dans le service des guerres, assumant un rôle de police dans le monde et en leur faisant croire leurs peuples que ces mesures d'interférence sont dus à des raisons liées à la paix et la sécurité des américains et des

européens dans leur propre territoire et d'aide humanitaire. N'oubliez pas que le cas de l'Irak, a été le cas d'une « guerre préventive », c'est-à-dire, envahir l'Irak pour éviter l'attaque avec des armes de destruction massive qui n'a jamais existé, en Europe et aux USA. Ils omettent et refusent, l'entreprise transnationale découlant de la guerre dans les pays occupés.

« Pour voir les fanons de votre voisin brûler, mets les tiens à tremper », explique une expression populaire. Est laissée à la réflexion des pays possédant des Richesses naturelles et ses peuples, la compréhension du cycle historique de notre temps. Une ère de respect pour le droit international, la fabrication des « raisons de guerre » et les actions plus flagrantes des pouvoirs et ses multinationales par des ressources.

Combien de tyrans de pétrole ont été ou sont en fait une telle chose ? Quelques tyrans de pétrole n'ont jamais été ni ne seront appelés comme tel ? Seule la mémoire vivante des peuples a réponse à cette question. Cela nous ne le saurons jamais par CNN, ni par la voix officielle des maîtres du monde.

Mais pour déchiffrer la relation **tyrannie-pétrole** nous pouvons appliquer le principe du rasoir d'Occam (principe philosophique selon lequel, lorsque deux théories égales ont les mêmes conséquences, la théorie qui a le plus de chances d'être correcte est la plus simple). Exprimé en ces termes : qu'est ce qui est le plus probable ?

#### **Option A :**

Partout dans le monde Les pays riches en pétrole, indépendamment de leur latitude et de leur culture, pour des raisons inexplicables, ont une forte propension à être dirigés par les tyrans terroristes.

#### **Option B :**

Les Etats-Unis et l'Europe qualifient tyran à tout dirigeant d'un pays de pétrole qui touche aux entreprises transnationales. L'option la plus simple dans ce cas, est probablement en appliquant le rasoir d'Occam, est l'**option B**, étant la plus simple au premier abord, et étant confirmée par les lignes qui précèdent et étant une réalité inscrite dans l'histoire des pays victimes de l'impérialisme comme étape suprême du capitalisme.

#### **Mon dernier message au lecteur :**

Si vous vivez dans un pays pétrolier et si votre pays est gouverné selon CNN par un « tyran », n'oubliez pas qu'il est dans le collimateur d'intérêts transnationaux. Votre pays, est un pays de hors-la-loi. Il est probable que des soldats viennent de l'étranger pour vous « libérer » vous et les vôtres, qu'il est possible qu'ils entrent dans votre maison et vous soumettent vous et les vôtres. N'oubliez pas, que lorsque des soldats étrangers, certainement étasuniens sont dans votre pays, ils ne vous entendront probablement pas si vous criez que vous n'êtes pas un terroriste, parce que vous faites partie de l'ennemi. Pas plus qu'ils ne vous entendront pas si vous insistez sur le fait que vous étiez contre la « tyrannie », car vous faites partie de l'ennemi. Comprenez que vous êtes considéré un ennemi, si de l'occupation de leur pays par une force étrangère vous déplaît. Comprenez que, que vous sympathisiez ou non avec votre « tyran », vous serez un ennemi de tout citoyen au sein des frontières des Etats-Unis, surtout si ce citoyen américain est un soldat, est dans l'obligation de vous tuer ou de vous arrêter ou de vous torturer. Sachez que s'ils viennent pour votre pétrole, passera sous occupation par une force étrangère pour des années, et il faudra des décennies pour que votre pays atteigne une situation économique favorable et équitable. Mais voyez le côté positif ; ce qui a conduit ces forces étrangères à « libérer » votre pays, prendra fin, le tyran et le pétrole disparaîtront. Et puis ils s'en iront. Ceci suggère que plus jamais ils ne « libéreront » votre son pays pour ces mêmes raisons. A moins que ne surgisse une autre ressource et que surgisse ensuite un autre tyran qui veut la gérer pour votre bien. Mais ceci est déjà une autre histoire.

Francisco Vielma. Sociologue

1er septembre 2011

Source : [COMAGUER](#)

---

---

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

- " Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19